



## EXTRAIT du Registre des Arrêtés du Maire

N° 2025 - 248

**OBJET : AUTORISANT LE STATIONNEMENT TEMPORAIRE D'UN VEHICULE AU DROIT DU 41 BIS, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC LE 13 OCTOBRE 2025 ET LE 14 OCTOBRE 2025 – Libertés publiques et pouvoirs de police 6.17**

-oOo-

**Le Maire de la Ville d'ESBLY,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6.1 ;

**VU** le Code de la route notamment les articles L 411-1 à L 411-7 et les décrets subséquents ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I - huitième partie concernant la signalisation temporaire ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le règlement de voirie de la commune d'Esbly approuvé par le Conseil municipal en date du 04 octobre 2018 ;

**VU** la délibération N°43/09-2020 du 28 septembre 2020 fixant la grille tarifaire applicable ;

**VU** la décision du Maire N° 2023-08 du 10 mars 2023 portant complément de la grille tarifaire des redevances d'occupation du domaine public ;

**CONSIDÉRANT** la demande d'autorisation d'occupation de domaine public du 29 septembre 2025 de la société Manudem IDF 78 domiciliée 47, avenue Georges Politzer à TRAPPES (78190) pour le compte de la banque BNP domiciliée 41 bis, rue du Général Leclerc à Esbly (77450), pour le stationnement temporaire d'un véhicule ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Maire de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique lors de ce chantier ;

### ARRÊTE

**Article 1** : La société Manudem IDF 78 est autorisée à stationner un véhicule (longueur : 13 ml ), au 41 bis, rue du Général Leclerc à Esbly (77450), le 13 octobre 2025 et le 14 octobre 2025 de 8h00 à 18h00 ;

- La confection de mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Dès l'achèvement de l'intervention, le demandeur sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, dépôts de matériaux, gravats et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés aux voiries ou à leurs dépendances et de rétablir dans leur premier état, la chaussée et le trottoir et tous les ouvrages qui auraient été endommagés ou dégradés.
- Le demandeur aura en outre la charge d'avertir les riverains de la gêne occasionnée ;

.../...

**Article 2** : La société Manudem IDF 78 devra acquittée d'une redevance pour le stationnement temporaire d'un véhicule, **d'un montant de 180,00 €** pour 2 jours le 13 octobre 2025 et le 14 octobre 2025 : (véhicule à partir de 10 ml : 90,00 € par jour) soit 2 J X 90,00 € = 180,00 € ;

**Article 3** : En amont, les services techniques installeront des barrières et afficheront le présent arrêté ;

**Article 4** : La circulation automobile restera inchangée. **Le stationnement sera interdit à tous les véhicules sur l'emplacement mentionné dans l'article 1 du présent arrêté, à partir du 12 octobre 2025 à 16H00 au 14 octobre 2025 à 18H00.** Tout stationnement gênant sera verbalisé et pourra faire l'objet d'un enlèvement par la fourrière ;

**Article 5** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à/au :

- Monsieur le commandant de la Gendarmerie d'Esbly,
- Monsieur le commandant de la Caserne des Pompiers de St Germain-sur-Morin,
- La Société Manudem IDF 78,
- La banque BNP,
- Monsieur le Directeur Général des Services d'Esbly,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques d'Esbly,
- La Police Municipale d'Esbly.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Esbly, le 10 octobre 2025.

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, compte-tenu de sa transmission :  
En Sous-Préfecture le : ... **13 OCT. 2025**  
De l'affichage le : ... **13 OCT. 2025**  
De la mise en ligne le : ... **13 OCT. 2025**  
A Esbly, le : ... **13 OCT. 2025** ...



Le Maire,

Ghislain DELVAUX

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun (77000) 43 rue du Général de Gaulle, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou notification et de sa transmission au représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur internet : [www.citoyens.telerecours.fr](http://www.citoyens.telerecours.fr)